

Question d'actualité

La liberté pédagogique. Quand un Pouvoir affirme son souci de notre liberté, il faut s'interroger et redoubler de vigilance... Nous versons au débat le point de vue de Pierre Frackowiak (dont le texte est disponible sur le site www.unsa-education.org)

La liberté pédagogique des enseignants,

- alibi des conservateurs,
- obstacle à la construction de l'Ecole du 21ème siècle.

Pierre FRACKOWIAK
Inspecteur de l'Education Nationale

Dans un contexte de glorification d'un âge d'or de l'école qui n'a jamais existé, de propagande pour le retour aux "bonnes vieilles méthodes" qui ont tellement fait leurs preuves que tous les ministres successifs depuis la fin des années 60 [1], de droite et de gauche, se sont employés à tenter de changer l'école [2] pour prendre en compte l'évolution de la société, des savoirs, des modes de vie, surgit naturellement cette vieille lune, la liberté pédagogique. Il fallait s'y attendre.

Même le rapport THELOT, dont certains prétendent qu'il présente des propositions innovantes que les progressistes pourraient soutenir, prône démagogiquement la reconnaissance de cette liberté en l'habillant de quelques oripeaux de l'ordre de la séduction, "le charisme et le rayonnement" qui tiendraient apparemment lieu de compétences professionnelles. On aurait pu espérer que ces notions soient au moins juxtaposées à des compétences professionnelles, à la nécessité d'un minimum de connaissances sur les apprentissages (comment un élève apprend?), sur les capacités intellectuelles nécessaires pour construire des savoirs et des compétences, sur les rapports entre la construction des concepts et le langage, sur la pédagogie... Foin de tout cela. Comme le disait Luc FERRY avant François FILLON, pour enseigner, il faut des savoirs, du talent pour les transmettre, et, bien évidemment, la liberté.

Cette notion de liberté pédagogique paraît pourtant bien dérisoire quand on observe la très grande homogénéité et la permanence des pratiques.

Il convient de s'interroger: la liberté pour quoi faire? Apparemment, on serait surtout libre de faire comme tout le monde, de faire comme on a toujours appris et subi, de reproduire les modèles ancestraux. Contrôle rapide des acquis, présentation de la nouvelle notion, explication magistrale sous forme parfois d'un faux questionnement [3], exercices d'application, contrôle... Puis grande quantité de devoirs [4], comme si l'Ecole n'avait d'autre choix que de faire faire le soir à la maison ce qu'elle n'aurait pas été capable de faire pendant le temps scolaire. Enseignement essentiellement frontal, en grand groupe, où c'est le maître qui est au centre du système, avec son programme à suivre et à boucler sans jamais y parvenir. Dans ces conditions, parler de liberté pédagogique est l'expression d'une certaine malhonnêteté intellectuelle et morale... Liberté dit diversité, évolution, analyse, régulation... Or, les professeurs font tous "à peu près pareil", ils appliquent à peu près le

même modèle pédagogique [5] à quelques nuances près liées à l'expérience, au charisme, comme si le modèle de la transmission était le seul modèle pédagogique, universel et éternel. Il est vrai qu'ils ont beaucoup d'autres préoccupations, problèmes et états d'âme. Ils peuvent déjà s'estimer heureux quand ils réussissent encore à "maintenir un minimum d'autorité", car les élèves, eux, supportent de moins en moins ce modèle dans lequel ils ne peuvent ni évoquer leurs propres savoirs, ni s'exprimer et raisonner, ni proposer.

Pour les professeurs, il s'agit davantage aujourd'hui de survivre que de profiter d'une liberté pédagogique objet de discours. Ce constat est particulièrement vrai dans les collèges, même dans ceux de centre ville qui accueillent des publics de catégories socioprofessionnelles élevées: de plus en plus d'élèves vivent mal, contestent, chahutent, n'écoutent rien, refusent devoirs et punitions... Un professeur, fortement approuvé par ses collègues, disait au cours d'une réunion écoles/collège à propos des élèves de 6ème: "quand ils arrivent, ils sont sages. Trois mois après, on ne les reconnaît plus". Mais, à aucun moment, il n'a mis en cause ses pratiques. L'échec ou la difficulté est toujours attribuée à l'autre: l'élève, les parents, l'amont de la classe concernée, l'encadrement, les moyens toujours insuffisants, la société. Les sanctions individuelles, les punitions collectives, le renforcement affiché de l'autorité ne permettront en aucun cas de résoudre ces problèmes fondamentaux qui s'aggravent, que l'on dissimule autant que faire se peut, et que les pouvoirs politiques successifs ont fait le choix d'ignorer pour des raisons électoralistes qui ne leur ont pourtant pas toujours été profitables.

Malgré la gravité de la situation, sous couvert de cette liberté pédagogique qui permet de résister à toutes les évolutions, à toutes les réformes, à toutes les tentatives d'ouverture de l'école, à toutes les volontés de donner du sens aux activités scolaires, de transformer les pratiques pédagogiques, de mobiliser les élèves, on persiste. Il est toujours étonnant d'entendre un ministre, un média ou un homme politique revendiquer le retour aux bonnes vieilles méthodes qui ont fait leurs preuves sur une élite, alors que ce sont ces méthodes qui perdurent et qui fabriquent ces résultats et ces problèmes que l'on dénonce. Il est vrai que, comme le disait Claude THELOT, "on ne sait pas ce qui se passe dans les classes".

La liberté pédagogique permet également de résister aux corps d'inspection quand ceux-ci tentent d'encourager l'innovation. Quand l'inspecteur est parti, quand la porte est fermée, "je reprends ma liberté et je continue comme avant" disent de très nombreux enseignants. Pourtant, les inspecteurs ne sont pas nécessairement des personnels qui encouragent le changement et l'innovation. Quand ils ne font que des contrôles de conformité émaillés de quelques conseils ponctuels, ils ne remettent pas en cause fondamentalement les pratiques pédagogiques et ne portent nullement atteinte à la liberté. Mais il est vrai qu'il est des inspecteurs qui, face à l'échec scolaire, face au désintérêt ou à l'ennui, dans une perspective d'avenir, proposent d'autres organisations du temps, d'autres méthodes, affirment qu'un professeur n'est pas qu'un transmetteur de savoirs disciplinaires, qu'il est aussi un éveillé, un professeur d'intelligence, de citoyenneté et de maîtrise de la langue. Ceux-là dérangent et sont violemment critiqués au nom de la liberté pédagogique qui n'est alors qu'un alibi pour ne rien changer

La liberté pédagogique s'oppose à la notion de professionnalisme, de compétence professionnelle. Elle s'oppose à la notion de responsabilité.

Aujourd'hui, chacun le sait, ce qui est important pour améliorer le fonctionnement du système éducatif et la réussite scolaire, c'est

* la transformation des pratiques pédagogiques pour intéresser les élèves, leur permettre de comprendre, prendre en compte leurs propres savoirs, leur donner le plaisir et l'envie d'apprendre, leur permettre de produire du savoir et de communiquer

* la continuité pédagogique de la maternelle à la troisième, l'école fondamentale, plutôt que ce collège dont on n'a pas osé faire autre chose que le "petit lycée" fortement protégé par des groupes de pression corporatistes

* la transversalité et la prise en charge par tous les éducateurs des questions de développement de l'intelligence, des questions de citoyenneté et des questions de maîtrise de la langue

- * la nécessité de donner du sens aux activités scolaires
- * la nécessité de prendre réellement en compte l'hétérogénéité des élèves plutôt que de regretter l'élève moyen type, formaté par son milieu pour répondre aux attentes des professeurs.
- * le travail d'équipe avec des projets d'établissement qui soient des réalités et non des écrits formels que personne ne prend en compte dans sa pratique quotidienne
- * l'inscription de l'Ecole dans une conception globale de l'éducation et dans la construction d'une société de la connaissance, articulée avec la notion d'éducation tout au long de la vie

Ces questions fondamentales exigent un professionnalisme qui dépasse singulièrement la seule mission de transmission de savoirs selon un modèle unique, qui bouscule les conceptions traditionnelles d'organisation de l'Ecole: une heure, une classe, un cours... Chacun dans ses 4 murs, avec sa discipline, avec son groupe figé à l'année, et avec ses problèmes dont on évite souvent de parler, que l'on dissimule.

La sacralisation de la liberté pédagogique, l'abandon du projet d'établissement, des cycles, du travail d'équipe, le renforcement de l'autorité au niveau des discours, le mépris pour la pédagogie, le rejet des travaux croisés ne résoudront aucun des problèmes de l'Ecole. Cela ne fera que retarder le moment de l'explosion. "*L'école ou la guerre civile*" [6] déclarait Philippe MEIRIEU en titre d'un de ses ouvrages majeurs. L'alternative est dramatique. Inutile de préciser que pour éviter la guerre civile, la solution n'est pas l'école, mais une autre école, celle que les pédagogues, les enseignants responsables réellement attachés à des valeurs humanistes, les chercheurs, les responsables politiques conscients des réalités et de l'impossibilité de construire du neuf avec du vieux, s'efforcent, face aux nostalgiques du passé, aux conservateurs de tous bords, de construire depuis plusieurs dizaines d'années.

Une nouvelle école, une autre école, pas celle d'hier et d'avant-hier.

[1] de la fin des années 60 à 2002, à une exception près, celle de CHEVENEMENT succédant à Alain SAVARY, qui a amené un retour aux programmes classiques de l'école de Jules FERRY (voir les programmes de 85, en rupture avec tous les travaux de recherche pédagogique de cette époque)

[2] tous les historiens de l'éducation s'accordent sur cette évidence: l'école de Jules FERRY est morte avec les années 60. (Lire "*L'état et l'école en France*", Edwy PLENEL, PAYOT, septembre 85) Ils notent cependant que son agonie a été très longue... jusqu'en 89 sur le plan institutionnel... et jusqu'aujourd'hui dans une très grande proportion de classes. (Lire "*La République des enseignants*". Emmanuel DAVIDENKOFF et Brigitte PERUCCA, Jacob Duvernet. Avril 2003)

[3] questions inductrices, nécessairement reformulées à l'envi, n'appelant qu'une réponse, celle attendue par le professeur, souvent très ennuyé quand elle n'arrive pas... On oublie souvent que "la réponse est la mort de la question" et que la démarche, les procédures, les méthodes sont au moins aussi importantes que le résultat.

[4] comment ne pas s'indigner à la lecture d'ouvrages "réac", fortement médiatisés, dont les auteurs se prétendent des défenseurs de l'Ecole, alors qu'en revendiquant un travail considérable de la part des parents, en leur attribuant la responsabilité de l'échec ou des difficultés, ils dévalorisent gravement leur propre responsabilité professionnelle et leur place dans la société.

[5] il faut reconnaître qu'à l'école primaire, les pratiques ont évolué malgré tout, que la pédagogie de résolution de problèmes, les notions de situation, de tâche, ont progressé plus qu'au collège, où les professeurs sont conditionnés par leur formation quasi exclusivement disciplinaire. Le projet FILLON de réforme des IUFM et de leur inclusion plus forte dans les universités confortera cette dérive historique donnant le primat aux contenus disciplinaires sans même s'interroger d'ailleurs sur la pertinence de ces contenus, leur histoire et encore moins sur le choix des disciplines. Pourquoi pas de la philosophie, du droit, de l'économie dès l'école primaire?

[6] "*L'école ou la guerre civile*", Philippe MEIRIEU et Marc GUIRAUD, PLON, septembre 97

